

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 24 juillet 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation des candidats volontaires", a donné le 7 août 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 24 juli 1991 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-vrijwilligers", heeft op 7 augustus 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Il convient de préciser, dans le préambule, les articles sur lesquels se fonde le projet d'arrêté. Dès lors, l'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 2, alinéa 1er, 1° et 4°, et les articles 3, 9, 10, 13, 16 à 18, 20 à 25, 27 et 66;"

Dispositif.

Article 1er.

L'alinéa 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Pour l'application du présent arrêté, les personnes visées à l'alinéa 1er sont appelées ci-après "candidats"".

Article 2.

Au 6°, à la demande de l'officier délégué, les mots "le militaire de carrière" doivent être remplacés par les mots "le militaire du cadre actif".

*

.../...

Dans le texte français de l'intitulé du chapitre II, il convient de remplacer le mot "agrération" par le mot "agrément".

Le texte néerlandais de cet intitulé devrait être adapté ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

*

Article 3.

L'article 2 définit le recrutement normal comme celui des candidats volontaires de carrière. Or, les mots "de carrière" ne figurent pas dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, alors qu'ils figurent dans l'ensemble des autres dispositions de la section première.

On peut se demander si l'omission de ces mots est intentionnelle ?

Le paragraphe 3, alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"§ 3. Les candidats adressent leur demande d'inscription aux autorités désignées dans l'avis visé au paragraphe 2, alinéa 2".

.../...

Le paragraphe 3, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"A la demande d'inscription sont joints un extrait d'acte de naissance ainsi que les documents et certificats requis en vertu du présent arrêté".

Article 4.

Dans la phrase liminaire, les mots "visé à l'article 2, 1°" doivent être omis.

Le 3° serait plus simplement rédigé comme suit :

"3° réussir les épreuves de sélection et les examens justifiant qu'il possède les qualités physiques requises;".

Au 4°, on écrira :

"4° satisfaire aux conditions d'engagement fixées par le Roi;".

Au 7°, les mots "réussir et" doivent être omis.

Articles 6 et 7.

Les articles 6 et 7 gagneraient à être groupés en un seul article.

.../...

Article 8.

Les épreuves visées par les deux premiers alinéas du paragraphe 1er peuvent avoir, en vertu de l'alinéa 3, des conséquences importantes pour les candidats, puisque ceux-ci peuvent se voir interdire certaines orientations dans la formation.

Il serait donc indispensable qu'elles soient définies non seulement par les buts qu'elles poursuivent, buts dont on n'aperçoit pas pourquoi ils sont répartis en deux alinéas distincts, mais aussi par leur contenu.

On peut se demander si la délégation donnée par le paragraphe 2 au ministre de la Défense nationale suffit à pallier cette insuffisance.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 3 :

"§ 3. Le candidat qui n'a pas réussi les épreuves visées au paragraphe 1er peut les représenter lors d'une session ultérieure à la condition qu'au moins un an se soit écoulé depuis la date à laquelle il les a présentées".

Article 9.

Au paragraphe 3, alinéa 2, il faut écrire, dans le texte français, "figurant au classement" plutôt que "repris au classement" qui n'est pas français dans le sens de "mentionnés".

.../...

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "opgenomen in" au lieu de "opgenomen op" et "geschiedt" au lieu de "gebeurt".

Au paragraphe 4, il y a lieu d'écrire :

"§ 4. Les candidats qui, après application des paragraphes 1er à 3, ...".

Le paragraphe 6 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 6. Un candidat conserve pendant six sessions mensuelles consécutives le bénéfice des résultats qu'il a obtenus en application du paragraphe 1er".

Article 10.

A la fin du paragraphe 1er, les mots "du recrutement exceptionnel, qui dans le texte français sont mal placés, pourraient avantageusement être supprimés.

A la fin du paragraphe 2, alinéa 1er, on écrira :

"... publié au Moniteur belge avec l'avis visé à l'article 3, § 2, alinéa 2".

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 3 :

.../...

"§ 3. Les candidats adressent leur demande d'inscription aux autorités désignées dans l'avis visé au paragraphe 2.

A la demande d'inscription sont joints un extrait d'acte de naissance ainsi que les documents et certificats requis en vertu du présent arrêté".

Article 11.

La phrase liminaire serait plus simplement rédigée comme suit :

"Art. 11. Pour pouvoir être admis au recrutement exceptionnel, le candidat doit :".

Article 12.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Les candidats qui se sont classés en ordre utile sont admissibles à la formation de volontaire de complément.

L'article 9, §§ 1er à 3, est applicable aux candidats".

Au paragraphe 3, l'intitulé de la loi du 21 décembre 1990, qui a déjà été cité, peut être omis.

.../...

L'observation vaut également pour l'article 13, § 1er, et l'article 35.

Au paragraphe 4, les mots "sans renoncer à leur admission" et "de candidats volontaires de complément" peuvent être omis.

Le paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. Les candidats visés au paragraphe 2 sont admissibles pour le recrutement exceptionnel suivant leur classement et le nombre de places ouvertes".

Article 13.

Au début du paragraphe 3, on écrira :

"§ 3. Les candidats qui, après application du paragraphe 2, sont ...".

Article 15.

La fin du paragraphe 1er, 1°, telle qu'elle est rédigée, est incompréhensible. Si, comme on peut le supposer, l'intention des auteurs du texte est d'indiquer que le candidat doit ne pas avoir encouru une note d'exclusion, c'est ainsi qu'il y a lieu d'exprimer la règle.

Au paragraphe 1er, 3°, il faut écrire : "... obtenir au moins la moitié des points". Les mots "pour

.../...

l'appréciation de ses qualités caractérielles" sont répétitifs et doivent être omis.

L'observation vaut également pour le paragraphe 2, 3°.

Au dernier alinéa du paragraphe 1er, les mots "cotation" et "cotes" doivent être remplacés par les mots "notation" et "notes".

Au début du paragraphe 2, on écrira :

"§ 2. Pour réussir une période de stage ...".

Au paragraphe 3, les mots "est conditionné par" sont à remplacer par les mots "est subordonné à".

Article 16.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, doit être rédigé comme suit :

"Ces commissions se prononcent sur la réussite du candidat".

Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "pour des raisons d'étude" semblent vouloir dire que l'échec est dû à des études parallèles. Le texte devrait être plus explicite.

Article 18.

.../...

Le paragraphe 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 18. § 1er. Le chef d'état-major de chaque force ou le chef du service médical, selon le cas, désigne ...".

Le paragraphe 3 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Le programme visé au paragraphe 2 est exécuté dans le détail, sous le contrôle du chef de corps, par le commandant d'unité ou par l'officier chef de service responsable désigné à cet effet par le chef de corps".

Article 19.

L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Lors de chaque appréciation, l'autorité qui en est chargée doit consulter le dossier de stage".

Article 20.

Au paragraphe 3, 2°, on écrira :

"2° par le chef de corps, après consultation des auteurs des appréciations, visés au 1°".

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. L'appréciation de la valeur professionnelle est notifiée dans les huit jours au candidat".

.../...

Article 21.

Au paragraphe 2, les mots "qui ne répond pas à la norme" sont incompréhensibles. Il y aurait lieu de déterminer cette norme.

L'intitulé de la section 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Section 3. Des commissions de délibération et des commissions d'évaluation".

Article 22.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit :

"Une commission de délibération comprend :

- 1° l'officier supérieur responsable de la formation de candidats volontaires dans l'organisme militaire où l'intéressé suit sa formation, président;
- 2° le commandant d'unité ...;
- 3° les principaux instructeurs ...".

Le paragraphe 1er, alinéa 4, serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Un médecin revêtu au moins du grade de major siège également lorsque, pour des raisons tenant à son inaptitude physique temporaire, à laquelle il ne sera pas remédié avant la fin de la période de formation au cours de laquelle les épreuves physiques doivent être subies, le candidat a été exempté pour l'ensemble ou pour une partie de ces épreuves par un médecin revêtu du grade de capitaine".

La même rédaction doit être utilisée au paragraphe 2, alinéa 3.

Le paragraphe 2, alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"§ 2. Chaque commission d'évaluation dont la compétence s'étend aux candidats en période de stage ou d'évaluation comprend :

- 1° l'officier supérieur désigné à cet effet par le chef d'état-major de la force ou le chef du service médical, président;
- 2° l'officier ...;
- 3° le commandant d'unité de l'intéressé ou l'officier chef de service responsable de la formation de l'intéressé".

Le paragraphe 4 doit être rédigé comme suit :

"§ 4. Les commissions de délibération et les commissions d'évaluation appelées chacune ci-après, "la

.../...

commission", statuent à la majorité simple ... (la suite comme au projet)".

A la dernière phrase du texte français, on écrira :

"Le secrétaire n'a pas le droit de vote"

ou

"Le secrétaire n'a pas voix délibérative".

Article 23.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, on écrira :
"... est informé des résultats ...".

Le paragraphe 2, première phrase, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Le candidat est entendu à l'audience à sa demande ou si le président juge son audition nécessaire".

.../...

Conformément à la jurisprudence de la section d'administration du Conseil d'Etat (1), l'assistance d'un avocat est inhérente à l'exercice du droit de défense. Elle ne peut donc pas être légalement exclue.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2, alinéa 2 :

"Il formule sa demande d'audition au plus tard le ... jour ouvrable qui suit ...".

Les paragraphes 3 et 4 seront rédigés comme suit :

"§ 3. A défaut, la procédure est écrite.

§ 4. Le dossier est mis à la disposition du candidat et de son défenseur pendant au moins ... jours ouvrables avant l'audience aux heures et endroit fixés par le président".

Dans les textes proposés ci-dessus, le nombre de jours des délais a été laissé en blanc afin qu'ils soient calculés de telle façon que l'intéressé puisse, après avoir consulté son dossier, prendre en temps utile la décision de demander à être entendu, ce qui n'est pas le cas dans les textes en projet qui risquent d'entraîner des demandes conservatoires d'audition et, par suite, un encombrement inutile des audiences.

(1) Arrêt Leenders, n° 29.357/IIIe, du 17 février 1988; Journal des tribunaux, 1988, pp. 268 et 269.

Article 24.

Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, serait plus simplement rédigé comme suit :

"Art. 24. A l'audience de la commission et en présence du candidat qui a demandé à être entendu et de son défenseur, le président expose le motif de la convocation après quoi le commandant d'unité de l'intéressé ou l'officier chef de service responsable de sa formation donne un aperçu des résultats et appréciations obtenus".

Au paragraphe 2, dernière phrase, les mots "Lorsque l'article 23, § 2, est applicable" sont superflus et doivent être omis.

L'observation vaut également pour les paragraphes 3 et 4.

Article 25.

Au paragraphe 2, 3°, devenant l'alinéa 2, 3°, il faut lire :

"3° soit, dans les cas d'incapacité physique visés à l'article 22, § 1er, alinéa 4, et § 2, alinéa 3, de faire subir ...".

Article 26.

.../...

La fin de l'article 26 serait mieux rédigée comme suit :

"... ainsi que le dossier complet des pièces, à l'autorité compétente de l'état-major général qui les transmet au ministre de la Défense nationale".

Article 29.

A l'alinéa 2 du texte français, on écrira : "... qui peuvent être prises en compte, peut ...".

Article 31.

Au paragraphe 1er, 2° et 3°, devenant l'alinéa 1er, 2° et 3°, il faut écrire : "par décision motivée, ...".

Article 32.

Au paragraphe 2, les mots "et ce" doivent être omis dans le texte français.

Au paragraphe 3, 1° et 2°, on écrira : "... et s'il est admis comme ...".

Au paragraphe 4, il faut écrire :

.../...

"§ 4. Les commissionnements sont conférés ...".

Article 36.

Le mot "produit" doit être omis.

Observations finales.

1. La division d'articles en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. Il en est ainsi des articles 21, 24, 25 et 31.

2. On écrira "alinéa 1er", "alinéa 2" au lieu de "alinéa premier", "deuxième alinéa".

3. Le texte néerlandais de certaines dispositions est susceptible d'amélioration; à titre d'exemple, des propositions ont été faites dans le présent avis.

.../...

Aanhef.

In de aanhef moeten de artikelen worden vermeld waarop het ontwerp van besluit steunt. Bijgevolg moet het eerste lid worden gesteld als volgt :

"Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, 1° en 4°, en op de artikelen 3, 9, 10, 13, 16 tot 18, 20 tot 25, 27 en 66;".

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

Het tweede lid zou kunnen worden gesteld als volgt :

"Voor de toepassing van dit besluit worden de in het eerste lid bedoelde personen hierna "kandidaten" genoemd.

Artikel 2.

In de bepaling onder 6° moeten op verzoek van de gemachtigde officier de woorden "de beroepsmilitair" worden vervangen door de woorden "de militair van het actief kader".

In de Franse tekst van het opschrift van hoofdstuk II dient het woord "agr  ation" te worden vervangen door het woord "agr  ment".

De Nederlandse tekst van dat opschrift zou beter worden gesteld als volgt : Werving en toelating tot een opleidingscyclus".

In heel het ontwerp moet de woordenschat dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 3.

In artikel 2 wordt de normale werving gedefinieerd als de werving van de kandidaat-beroepsvrijwilligers. Nu staat het woorddeel "beroeps" niet in paragraaf 1, eerste lid, maar wel in alle andere bepalingen van afdeling 1.

De vraag rijst of dat woorddeel met opzet is weggelaten.

Paragraaf 3, eerste lid, zou kunnen worden gesteld als volgt :

"   3. De kandidaten richten hun aanvraag om inschrijving aan de autoriteiten die zijn aangewezen in het in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde bericht".

.../...

Paragraaf 3, tweede lid, zou beter worden gesteld als volgt :

"Bij de aanvraag om inschrijving wordt een uittreksel uit de geboorteakte gevoegd, alsook de stukken en de getuigschriften die krachtens dit besluit vereist zijn".

Artikel 4.

In de inleidende volzin moeten de woorden "in artikel 2, 1° bedoelde" vervallen.

De bepaling onder 3° zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"3° geslaagd zijn voor de selectietests en voldaan hebben bij de onderzoeken waaruit blijkt dat hij de vereiste fysieke hoedanigheden heeft;".

In de bepaling onder 4° schrijve men :

"4° voldoen aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden inzake dienstneming;".

In de bepaling onder 7° moeten de woorden "slagen en" vervallen.

Artikelen 6 en 7.

.../...

De artikelen 6 en 7 zouden beter in één artikel worden samengevoegd.

Artikel 8.

De in de eerste twee leden van paragraaf 1 bedoelde tests kunnen krachtens het derde lid belangrijke gevolgen hebben voor de kandidaten, aangezien zij van bepaalde richtingen in de opleiding kunnen worden uitgesloten.

Het is dus noodzakelijk dat die tests niet alleen worden bepaald door de doeleinden die ermee worden nagestreefd - waarbij het niet duidelijk is waarom die doeleinden over twee afzonderlijke leden worden verdeeld - maar ook door de inhoud ervan.

Men kan zich afvragen of de machtiging die door paragraaf 2 aan de minister van Landsverdediging wordt verleend, voldoende is om in die leemte te voorzien.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 3 :

"§ 3. De kandidaat die niet geslaagd is voor de in paragraaf 1 bedoelde tests, kan ze opnieuw afleggen tijdens een latere examenperiode, op voorwaarde dat ten minste één jaar is verlopen sinds de datum waarop hij ze heeft afgelegd".

.../...

Artikel 9.

In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men in de Franse tekst "figurant au classement" in plaats van "repris au classement", wat geen Frans is in de betekenis van "mentionnés".

In de Nederlandse tekst schrijve men "opgenomen in" in plaats van "opgenomen op" en "geschiedt" in plaats van "gebeurt".

In paragraaf 4 schrijve men :

"§ 4. De kandidaten die na de toepassing van de paragrafen 1 tot 3 gerangschikt zijn als in aanmerking komend voor een opleidingscyclus van een maandelijkse wervingsperiode, kunnen tot deze opleiding worden toegelaten".

Paragraaf 6 zou beter worden gesteld als volgt :

"§ 6. Een kandidaat behoudt tijdens zes opeenvolgende maandelijkse periodes het voordeel van de uitslag die hij met toepassing van paragraaf 1 heeft behaald".

Artikel 10.

Aan het slot van paragraaf 1 kunnen de woorden "voor de uitzonderlijke werving", waarvan het equivalent in

.../...

de Franse tekst ("du recrutement exceptionnel") slecht geplaatst is, beter worden geschrapt.

Aan het slot van paragraaf 2, eerste lid, schrijven men :

"... een bericht dat in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt samen met het bericht bedoeld in artikel 3, § 2, tweede lid".

Voor paragraaf 3 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. De kandidaten richten hun aanvraag om inschrijving aan de autoriteiten die zijn aangewezen in het in paragraaf 2 bedoelde bericht.

Bij de aanvraag om inschrijving wordt een uittreksel uit de geboorteakte gevoegd, alsook de stukken en de getuigschriften die krachtens dit besluit vereist zijn.

Artikel 11.

De inleidende volzin zou eenvoudiger zijn gesteld als volgt :

"Art. 11. Om voor de uitzonderlijke werving in aanmerking te komen, moet de kandidaat :".

.../...

Artikel 12.

Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De als in aanmerking komend gerangschikte kandidaten kunnen worden toegelaten tot de opleiding van aanvullingsvrijwilliger.

Artikel 9, §§ 1 tot 3, is op de kandidaten van toepassing".

In paragraaf 3 kan het opschrift van de reeds eerder vermelde wet van 21 december 1990 vervallen.

De opmerking geldt ook voor artikel 13, § 1, en voor artikel 35.

In paragraaf 4 kunnen de woorden "zonder te verzaken aan hun aanvaarding" en "van kandidaat-aanvullingsvrijwilligers" vervallen.

Paragraaf 5 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 5. De in paragraaf 2 bedoelde kandidaten komen voor de uitzonderlijke werving in aanmerking volgens hun rangschikking en het aantal vacante plaatsen".

Artikel 13.

.../...

Aan het begin van paragraaf 3 schrijve men :

"§ 3. De kandidaten die na de toepassing van paragraaf 2 gerangschikt zijn als in aanmerking komend voor een opleidingscyclus van een maandelijkse wervingsperiode, kunnen tot deze opleiding worden toegelaten".

Artikel 15.

Zoals het slot van paragraaf 1, 1°, nu gesteld is, is het onbegrijpelijk. Als het, naar men kan veronderstellen, de bedoeling van de stellers van de tekst is om te zeggen dat de kandidaat geen uitsluitingscijfer mag hebben gekregen, moet het voorschrift zo worden geformuleerd.

In paragraaf 1, 3°, schrijve men : "... ten minste de helft van de punten behalen". De woorden "voor de beoordeling van zijn karakteriële hoedanigheden" zijn een herhaling en moeten vervallen.

De opmerking geldt ook voor paragraaf 2, 3°

In het laatste lid van paragraaf 1 moeten de woorden "kwoteringsnormen" en "uitsluitingskwoterings" worden vervangen door de woorden "beoordelingsnormen" en "uitsluitingscijfers".

Aan het begin van paragraaf 2 schrijve men :

.../...

"§ 2. Om in een stage- of evaluatieperiode te voldoen, moet ...".

In paragraaf 3 schrijve men :

"§ 3. Men kan naar een volgend deel of een volgende periode van de opleidingscyclus doorstromen op voorwaarde dat men geslaagd is voor het deel of de periode van de opleiding die eraan voorafgaan".

Artikel 16.

Paragraaf 1, tweede lid, moet worden geredigeerd als volgt :

"Die commissies beslissen of de kandidaat al dan niet geslaagd is".

.../...

In paragraaf 2, derde lid, lijken de woorden "om studieredenen" te willen zeggen dat het feit niet geslaagd te zijn te wijten is aan een gelijktijdige studie. De tekst zou duidelijker moeten zijn.

Artikel 18.

Paragraaf 1 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 18. § 1. De stafchef van elk krijgsmachtdeel of de chef van de medische dienst, naargelang van het geval, wijst een centrale controle-instelling aan die ...".

Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. Het in paragraaf 2 bedoelde programma wordt onder het toezicht van de korpscommandant in detail uitgevoerd door de eenheidscommandant of door de verantwoordelijke officier-dienstchef, daartoe door de korpscommandant aangewezen".

Artikel 19.

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

.../...

"Bij iedere beoordeling moet de daarmee belaste overheid het stagedossier raadplegen".

Artikel 20.

In paragraaf 3, 2°, moet worden geschreven :

"2° door de korpscommandant, na raadpleging van de in 1° bedoelde personen die de beoordeling hebben gegeven;".

Het zou beter zijn paragraaf 4 als volgt te stellen :

"§ 4. De kandidaat wordt binnen acht dagen in kennis gesteld van de beoordeling van zijn professionele waarde".

Artikel 21.

In paragraaf 2 zijn de woorden "die niet aan de norm voldoet" onverstaanbaar. Bedoelde norm behoort nader te worden bepaald.

Het zou beter zijn het opschrift van afdeling 3 als volgt te stellen :

"Afdeling 3. Deliberatiecommissies en evaluatiecommissies".

.../...

Artikel 22.

Paragraaf 1, tweede lid, dient als volgt te worden gesteld :

"Een deliberatiecommissie bestaat uit :

- 1° de hoofdofficier verantwoordelijk voor de opleiding van kandidaat-vrijwilligers in de militaire instelling waar betrokkene zijn opleiding volgt, voorzitter;
- 2° de eenheidscommandant van betrokkene of de officier-dienstchef verantwoordelijk voor diens opleiding;
- 3° de voorname instructeurs die betrokken waren ...".

Het zou beter zijn paragraaf 1, vierde lid, als volgt te stellen :

"Een geneeskundige met op zijn minst de graad van majoor, heeft eveneens zitting indien de kandidaat wegens redenen die verband houden met zijn tijdelijke fysieke ongeschiktheid, die niet opgehouden heeft te bestaan vóór het einde van de opleidingsperiode tijdens welke de fysieke tests moeten worden afgelegd, geheel of ten dele van die tests is vrijgesteld door een geneeskundige met de graad van kapitein".

Paragraaf 2, derde lid, moet op dezelfde wijze worden geredigeerd.

.../...

Paragraaf 2, eerste lid, moet als volgt worden gesteld :

"§ 2. Iedere evaluatiecommissie bevoegd voor de kandidaten tijdens de stageperiode of evaluatieperiode bestaat uit :

- 1° de hoofdofficier, daartoe aangewezen door de stafchef van het krijgsmachtdeel, of de chef van de medische dienst, voorzitter;
- 2° de officier, gespecialiseerd in de opleiding van de kandidaat-vrijwilligers, die voor één jaar aangewezen wordt ...;
- 3° de eenheidscommandant van betrokkene of de officier-dienstchef verantwoordelijk voor de opleiding van betrokkene".

Paragraaf 4 moet als volgt worden gesteld :

"§ 4. De deliberatiecommissies en de evaluatiecommissies, elk hierna "de commissie" genoemd, beslissen bij ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de laatste volzin van de Franse tekst moet worden geschreven "Le secrétaire n'a pas le droit de vote" of "Le secrétaire n'a pas voix délibérative".

Artikel 23.

.../...

In paragraaf 1, eerste lid, dient te worden geschreven :

"... van artikel 15, § 1 of § 2, wendt hij zich tot de commissie ...".

Het zou beter zijn paragraaf 2, eerste volzin, als volgt te stellen :

"§ 2. De kandidaat wordt ter zitting gehoord op zijn verzoek of indien de voorzitter het nuttig acht dat hij zou worden gehoord".

Overeenkomstig de rechtspraak van de afdeling administratie van de Raad van State (1), is de bijstand van een advocaat inherent aan de uitoefening van het recht van verdediging. Die bijstand kan dus niet op wettige wijze worden ontzegd.

Voor paragraaf 2, tweede lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Hij doet zijn aanvraag om te worden gehoord uiterlijk de ... werkdag, hetzij nadat hij de oproep tot verschijning voor de commissie heeft ontvangen, hetzij nadat hem de dag van de zitting ter kennis is gebracht".

De paragrafen 3 en 4 moeten als volgt worden gesteld :

(1) Arrest Leenders, nr. 29.357/III, dd. 17 februari 1988; Journal des tribunaux, 1988, blz. 268 en 269.

"§ 3. Bij gebreke daarvan geschiedt de procedure schriftelijk.

§ 4. Het dossier staat ter beschikking van de kandidaat en diens verdediger gedurende ten minste ... werkdagen vóór de zitting, op plaats ...".

In de hierboven voorgestelde teksten is het aantal dagen van de termijnen niet ingevuld, zodat zij op zodanige wijze worden berekend dat betrokkene, na het dossier te hebben geraadpleegd, te bekwamer tijd de beslissing kan nemen om te vragen gehoord te worden, wat niet het geval is in de ontworpen teksten. Deze teksten zouden immers aanleiding kunnen geven tot vorderingen tot bewaring van het recht om te worden gehoord, wat op zijn beurt een onnodige overbelasting van de zittingen ten gevolge kan hebben.

Artikel 24.

Het zou eenvoudiger zijn paragraaf 1, die het eerste lid wordt, als volgt te stellen :

"Art. 24. Ter zitting van de commissie en in aanwezigheid van de kandidaat die gevraagd heeft om te worden gehoord, alsmede van zijn verdediger, zet de voorzitter de reden van de oproeping uiteen, waarna de eenheidscommandant van betrokkene of de officier-dienstchef die verantwoordelijk is voor zijn opleiding een overzicht geeft van de behaalde uitslagen en beoordelingen".

.../...

In paragraaf 2, laatste volzin, zijn de woorden "Indien artikel 23, § 2, toepasselijk is" overbodig, zodat zij dienen te vervallen.

Die opmerking geldt eveneens voor de paragrafen 3 en 4.

Artikel 25.

In paragraaf 2, 3°, die het tweede lid, 3°, wordt, dient te worden gelezen :

"3° hetzij, in de gevallen van fysieke ongeschiktheid bedoeld in artikel 22, § 1, vierde lid, en § 2, derde lid, de fysieke tests ...".

Artikel 26.

Het zou beter zijn artikel 26 als volgt te stellen :

"Art. 26. De commandant van de opleidingsinstelling of de commandant van de centrale controle-instelling bedoeld in artikel 18, § 1, naargelang ... met het volledige dossier van de stukken aan de bevoegde overheid van de generale staf, die ze doorzendt aan de Minister van Landsverdediging".

.../...

Artikel 29.

In het tweede lid dient te worden geschreven :

"... genomen kunnen worden, kan niet vroeger dan drie jaar na de dag van zijn aanvaarding als kandidaat worden aanvaard als beroepsvrijwilliger".

Artikel 31.

In paragraaf 1, 2° en 3°, die het eerste lid, 2° en 3° worden, dient te worden geschreven : "bij een met redenen omklede beslissing".

Artikel 32.

In paragraaf 2 dient te worden geschreven :

"... wordt voor de duur van zijn opleiding bij zijn aanvaarding aangesteld in de graad van soldaat of matroos".

In de Franse tekst van paragraaf 3, 1° en 2°, dient te worden geschreven : "... et s'il est admis comme ...".

In paragraaf 4 moet worden geschreven :

"... door de overheid met de rang van korpscommandant onder wier bevelen ...".

.../...

Artikel 36.

In de Franse tekst dient het woord "produit" te vervallen.

Slotopmerkingen.

1. Er is geen grond voor de indeling in paragrafen indien zij elk slechts één lid tellen. Dit is het geval met de artikelen 21, 24, 25 en 31.

2. In de Franse tekst dient "alinéa 1er", "alinéa 2" te worden geschreven in plaats van "alinéa premier", "deuxième alinéa".

3. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen is voor verbetering vatbaar; bij wijze van voorbeeld zijn in dit advies voorstellen gedaan.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

premier président,
eerste voorzitter,

J. MESSINNE,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. RIGAUX,
J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.